

Croissance Le recul de 0,3 % du PIB au deuxième trimestre rend plus délicate encore la préparation d

L'économie française est menacée de récession

Croissance en baisse de 0,3 %, déficit record des échanges commerciaux, production industrielle en chute, retour de l'inflation : l'économie française accumule les signes annonciateurs de la récession. Alors qu'en 2007, la progression du produit intérieur brut (PIB) avait atteint 2,2 % avec une hausse maintenue de 0,6 % au premier trimestre 2008, l'Insee a annoncé, jeudi 14 août, un recul de 0,3 % du PIB au deuxième trimestre.

Parmi les éléments retenus, les exportations ont chuté de 2 % (+ 2,4 % au premier trimestre), ainsi que les importations (- 0,3 % contre + 1,8 % au premier trimestre). Selon l'Insee, la contribution du solde extérieur provoque une baisse de 0,5 % du PIB. Alors qu'elle était encore en augmentation de 0,2 %, la production de biens a, elle aussi, baissé de 0,5 %.

Ces chiffres représentent une mauvaise nouvelle de plus pour le gouvernement, car la perspective de réaliser une croissance comprise entre 1,7 % et 2 % pour l'année 2008 tout entière s'éloigne. En effet, les indicateurs économiques et sociaux virent les uns après les autres au rouge. Les ménages restreignent leurs dépenses et affichent un moral en berne, car le chômage est reparti à la hausse (+ 0,3 % en mai et + 0,2 % en juin). Les effectifs salariés des

entreprises hors agriculture ont diminué de 0,1 % au deuxième trimestre et l'indice des salaires hors agriculture et secteur public a moins progressé (+ 3,1 % en un an) que les prix (+ 3,5 % de juin 2007 à juin 2008).

Les entreprises industrielles produisent moins (- 0,4 % en juin après - 3 % en mai) et perdent confiance dans l'avenir immé-

Ralentissement économique dans la zone euro

Le ralentissement économique affecte l'ensemble de la zone euro, avec une contraction du produit intérieur brut attendue à au moins 0,2 % au deuxième trimestre, en raison de la baisse des investissements des entreprises et de la faible consommation des ménages. L'Italie, troisième économie de la zone euro, avait annoncé le 8 août, une contraction de 0,3 % de son PIB. En France, l'Insee publie également un recul à - 0,3 %, un peu mieux que l'Allemagne à - 0,5 %. La marge de manœuvre de la Banque centrale européenne pour soutenir la croissance est étroite compte tenu des records d'inflation, nourrie par la cherté du pétrole. En juillet, l'inflation avait augmenté de 5,9 % sur un an en Belgique, 5,3 % en Espagne, 4,1 % en Italie, 3,6 % en France et 3,3 % en Allemagne. Hors zone euro, le Royaume-Uni n'est pas en reste : la Banque d'Angleterre a estimé que l'inflation pourrait dépasser 5 % avant fin 2008.

diat. Le secteur immobilier voit son activité décrocher sérieusement ; le nombre des permis de construire se contractant (- 15 % au deuxième trimestre) ainsi que celui des mises en chantier aussi (- 28 %). Enfin, le déficit du commerce extérieur a battu en juin un nouveau record avec un montant de 24,4 milliards d'euros au premier trimestre.

C'est donc une amorce de stagflation que connaît la France, c'est-à-dire la coexistence inhabituelle et redoutable d'un net ralentissement économique et d'une inflation qui s'accroît de 3,6 % sur un an, malgré la légère baisse (0,2 %) en juillet. « Les Cassandre avaient raison de ne pas se réjouir trop tôt des bons chiffres du premier trimestre », commente Jean-Christophe Caffet, économiste chez Natixis. Ils savaient que tôt ou tard nous serions à notre tour rattrapé par le ralentissement général. »

Selon lui, les trois moteurs de la croissance française, la consommation, l'investissement et le commerce extérieur ont calé. « Mais le plus inquiétant, dit-il, c'est l'investissement qui recule de 1,5 %, car les ménages sont devenus attentistes en matière de projets immobiliers et les entreprises trouvent de moins en moins de crédit auprès des banques. »

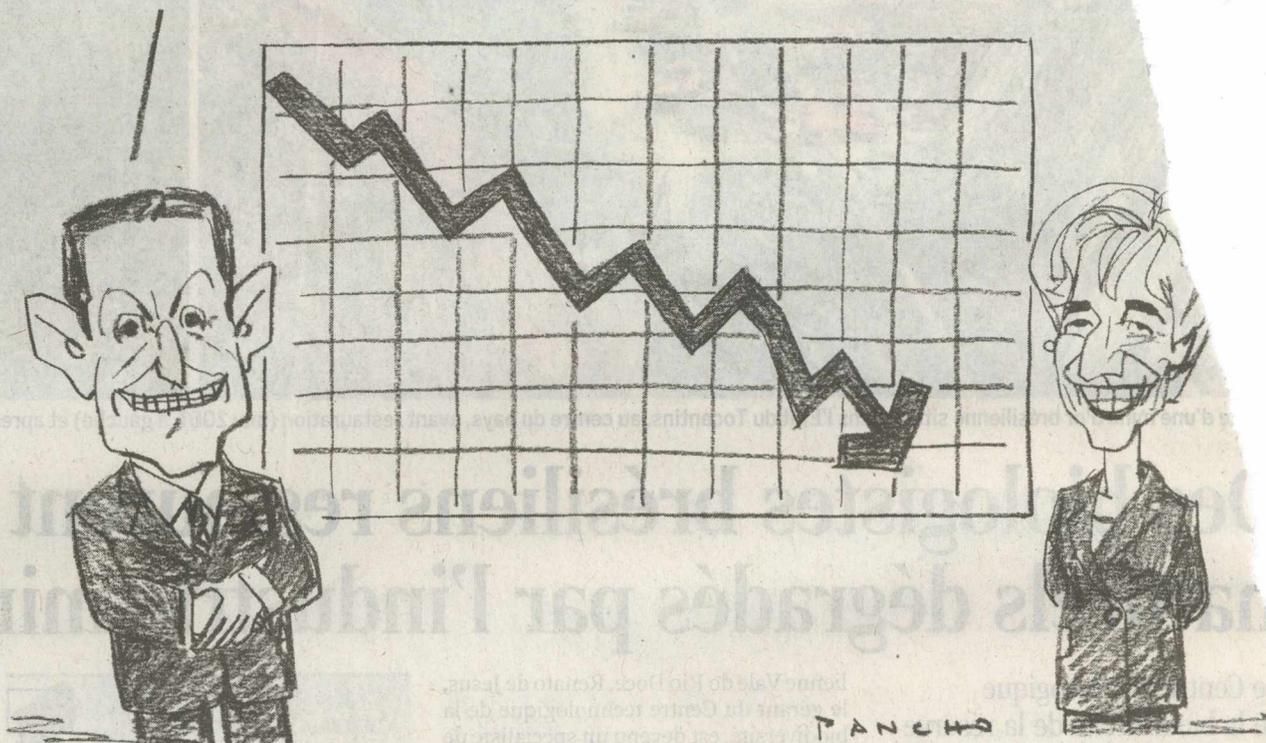
Un sursaut est toujours possible, d'ici à la fin de 2008, notamment en raison de la baisse des cours du pétrole et de son effet apaisant sur l'inflation, « ce qui donnerait un peu de marge de manœuvre à la consommation », selon M. Caffet. Pas de quoi pavoiser pour autant et Natixis prévoit que la croissance pour l'année 2008 n'excédera pas 1,2 % ou 1,3 %.

Christine Lagarde, ministre de l'économie, considère que le ralentissement de la croissance provient essentiellement de « la dégradation de notre environnement international qui a pesé sur nos exportations et qui est commun à l'ensemble des pays européens ». Elle mise sur la poursuite de la baisse, depuis le début juillet des cours de l'énergie, comme de l'euro. « Les fondamentaux de l'économie française sont sains », a-t-elle assuré, jeudi, dans un communiqué en ajoutant que « seules les réformes permettront à l'économie française de résister ».

A peine élu président de la République en 2007, Nicolas Sarkozy se promettait d'aller chercher la croissance « avec les dents ». La réalité est moins florissante et les perspectives restent inquiétantes, car tous les organismes de prévision (OCDE, FMI, Insee) annoncent pour 2009 une croissance inférieure à celle de 2008. Elles devraient contraindre le gouvernement à des révisions drastiques de ses prévisions dans la préparation du budget 2008, sachant que la France n'a plus les moyens de lancer, comme l'Espagne, un programme de relance ou de diminuer ses impôts, comme les Etats-Unis. ■

MICHEL DELBERGHE
ET ALAIN FAUJAS

CE N'EST PAS
CE QUE VOUS CROYEZ...



ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS HOLLANDE, PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

« Nicolas Sarkozy est dos au mur et les poches vides »

La croissance française au second trimestre s'est établie à - 0,3 %. A qui la faute ? A l'environnement international ? Au gouvernement français ?

La France subit le même contexte macroéconomique que ses partenaires : un euro fort, même si on est sans doute entré dans une autre phase depuis quelques jours, le pétrole cher et des taux d'intérêt élevés.

Mais la piètre performance française est aussi la conséquence de la politique menée par le président de la République et le gouvernement. Nicolas Sarkozy a gaspillé les marges de manœuvre budgétaires dont nous disposions. Aujourd'hui, nous sommes sans munition pour réarmer la machine.

Certains économistes disent que le plan de relance Tepas (travail, emploi, pouvoir d'achat) de l'été 2007 a permis d'amortir la crise.

Le gouvernement a dépensé de l'argent public pour des motifs qui n'étaient pas les bons. Il ne l'a pas fait pour relancer l'économie mais pour favoriser des clientèles électorales.

Le bouclier fiscal, accordé aux plus riches, n'a eu aucun effet sur la consommation des ménages. Les mesures d'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune n'ont pas permis de relancer l'investissement. Les déductions d'impôt sur les

emprunts ont été neutralisées par la remontée des taux d'intérêt. C'est un échec.

Les objectifs de croissance pour 2008 sont-ils compromis ?

Bien sûr. Ce n'est pas 2 % de croissance que nous aurons, au mieux un peu plus de 1 %. Les déficits publics seront en fin d'année au-dessus de 3 % du PIB. Le gouvernement n'aura pas d'autre choix que de laisser filer les déficits, prendre des mesures de réduction des dépenses ou augmenter les impôts.

Le président s'est trompé par suffisance, en menant des politiques qui ne marchaient pas. Par indifférence, en restant sourd aux indicateurs économiques. Par négligence, en ne prenant pas les actions qu'il aurait fallu engager tout de suite. Résultat : il est dos au mur et les poches vides.

Que feriez-vous aujourd'hui si le Parti socialiste gouvernait ?

Il faut très rapidement relancer la machine économique. En agissant sur l'offre, avec une baisse de l'impôt sur les sociétés à 20 % sur la part des bénéfices réinvestis, et une hausse en parallèle à 40 % pour les bénéfices distribués. Nous compléterions cette mesure par un allègement de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

Il faut aussi redonner du pouvoir

d'achat aux Français en augmentant, dès la fin août, de 25 % l'allocation de rentrée scolaire et en mettant en place le chèque transport : une déduction fiscale pour toute participation des entreprises aux frais de transport de leurs salariés.

Enfin, il faut mobiliser l'épargne en faveur des PME. Le gouvernement socialiste créerait, sur le modèle du Livret A, un livret d'épargne dont la collecte financerait les investissements des PME.

Votre plan coûterait-il cher ?

Non. La première mesure est neutre fiscalement, la troisième ne coûte rien. La relance du pouvoir d'achat se chiffre à un milliard d'euros. En revanche, nous dégagerions rapidement de nouvelles marges de manœuvre budgétaires en remettant en cause les cadeaux fiscaux de l'été dernier.

A l'exception de la mesure sur les heures supplémentaires, qu'il faut intégrer à une réflexion plus large sur les 30 milliards d'euros d'allègements de charges accordés aux entreprises. Je propose de les conditionner à la conclusion positive de négociations sur les hausses des salaires, non à la simple ouverture de discussions, et de diminuer les cotisations sociales des entreprises qui créent ou préservent des emplois. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTOPHE JAKUBYSZYN